

REPUBLIQUE DU NIGER

FRATERNITE - TRAVAIL - PROGRES



Allocution de

Dr MINDAOUDOU SOULEY Zeinabou

MINISTRE,

**Présidente de la Haute Autorité Nigérienne à l'Énergie
Atomique (HANEA)**

A

**La 62ème session ordinaire de la Conférence Générale de
l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA)**

17-21 septembre 2018 Vienne, Autriche

Débat Général

Madame la Présidente,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous aujourd'hui, à l'occasion de la 62^e session de la Conférence Générale de l'AIEA, et je tiens au nom de la délégation que je conduis, à vous féliciter très chaleureusement ainsi que votre pays, pour votre brillante élection. Nous félicitons également les autres membres du bureau, tout en vous assurant de notre pleine et entière disponibilité à collaborer.

Madame la Présidente, distingués délégués,

Le Niger salue le travail de l'Agence qui, fidèle à sa devise "Atome pour la paix et le développement" continue, par des actions tangibles, à répondre aux besoins propres de ses Etats Membres, à travers notamment le renforcement des capacités et la facilitation des partenariats. Elle met ainsi à la disposition des Pays les Moins Avancés (PMA), plusieurs outils et opportunités qui les aideront à relever les défis auxquels ils sont confrontés.

Mon pays se félicite du dynamisme de sa collaboration avec l'Agence, qu'il s'engage à poursuivre et à renforcer.

Je voudrais transmettre les remerciements et les encouragements du gouvernement, à M. Yukiya Amano, Directeur Général de l'AIEA, et à tout son staff pour leurs efforts méritoires.

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs,

Les autorités Nigériennes restent déterminées à mettre en œuvre un processus de développement socioéconomique durable, équilibré, participatif et inclusif, pour assurer le bien-être des populations, et leur garantir un meilleur avenir. La promotion de l'utilisation pacifique de l'atome, et l'introduction l'électricité nucléaire dans les bouquets énergétiques nationaux et régionaux, occupe une bonne place dans les politiques et stratégies nationales pertinentes.

Toutes les dispositions sont prises pour mener des activités nucléaires conformes aux standards internationaux de sûreté, de sécurité, et en toute transparence.

Mon pays a ainsi ratifié l'ensemble des conventions et traités pertinents, créé une Autorité de Régulation et de Sûreté Nucléaire (ARSN) indépendante et autonome, et promulgué la loi N°2018-21 du 17 avril 2018, portant Sûreté Sécurité, et Utilisation Pacifique de l'Energie Atomique, en tant que loi nucléaire, avec l'appui et l'aide de l'AIEA. Les dispositifs adéquats, ont été mis en place par le gouvernement, pour doter l'ARSN des compétences nécessaires pour relever les défis règlementaires, liés à la mise en œuvre dans notre pays, d'activités nucléaires d'envergure.

Madame la Présidente, honorables délégués

Le thème du forum scientifique cette année, en dit long sur la détermination de l'Agence, à faire en sorte que les sciences et la technologie nucléaires, aident les Etats à relever le défi du changement climatique et de la résilience.

Le Niger participe à l'effort mondial de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et il a adopté la Contribution Prévue Déterminée au niveau National (CPDN).

Pour faire face aux enjeux émergents en matière d'environnement et de développement Durable, mon pays a promulgué la loi 2018-28 du 14 mai 2018, déterminant les principes fondamentaux de l'évaluation environnementale.

Les paysans nigériens ne sont pas équipés pour relever les défis du changement climatique, qui affecte aussi les ressources en eau et les écosystèmes qui s'y rattachent. Il provoque l'accélération de la désertification, la baisse de la production agricole et pastorale, et l'exode des populations, avec des conséquences désastreuses sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les techniques nucléaires et isotopiques nous permettent de disposer de très bonnes connaissances sur l'hydrologie, qui sont essentielles pour une gestion efficace et durable des ressources en eau y compris au niveau régional, et elles favorisent un

développement agricole durable, dans le contexte de changement climatique. La mise en œuvre de plusieurs projets de coopération avec l'Agence, a permis à mon pays, d'obtenir des résultats importants, dans le domaine de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Madame la Présidente, honorables délégués,

La médecine Nucléaire est aujourd'hui bien implantée au Niger, avec des activités très contributives dans la prise en charge de plusieurs maladies. Pas moins de 28 paramètres biologiques sont dosés aujourd'hui de manière autonome et les activités In Vivo continuent de façon élargie. Les investigations en médecine nucléaire sont désormais intégrées par un nombre grandissant de médecins praticiens, au bénéfice des patients et du pays. Cet apport sera renforcé et plus visible dans la collaboration avec le Centre National de Lutte contre le Cancer (CNLC). Au niveau de ce dernier, les travaux de modification requis viennent de démarrer, après un long processus de mise en conformité exigé par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP). Des efforts doivent être faits au niveau national pour consolider ces acquis, avec l'aide et l'appui de l'Agence.

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs,

Mon pays qui occupe le 4ème rang mondial des producteurs d'uranium, dispose d'énormes autres potentialités énergétiques. Il est confronté à la baisse du prix de l'uranium avec comme corolaire, d'importantes mesures de restructuration des sociétés en exploitation.

Le Niger bénéficie à travers les projets mis en œuvre avec l'AIEA et les partenaires, du renforcement de ses capacités matérielles et humaines, en matière de surveillance dosimétrique, et environnementale, ainsi que réhabilitation des sites miniers uranifères.

L'énergie étant appelée à jouer un rôle de premier plan pour les transformations socioéconomiques structurelles, le Gouvernement déploie d'énormes efforts pour relever tous les défis auxquels le Niger et les pays de la région sont confrontés, tels que notamment l'approvisionnement et la sécurité énergétiques. L'atteinte de cet objectif exige la valorisation et la prise en compte dans le bouquet énergétique, de la totalité des ressources disponibles.

Madame la Présidente, distingués délégués

Mon pays s'est engagé à mettre en œuvre d'un Programme électronucléaire, pour rendre son économie plus compétitive, soutenir de façon fiable le développement industriel dont nous

avons tant besoin, mais aussi contribuer à inverser la tendance du réchauffement climatique.

Aujourd'hui, de nouvelles orientations stratégiques en matière énergétique et d'accès à l'électricité, telles que la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI), la Lettre de Politique d'Accès à l'Electricité à l'Horizon 2035, le Document de Politique Nationale de l'Electricité (DPNE), et la Stratégie Nationale d'Accès à l'Electricité (SNAE), ont été adoptées par le Gouvernement.

La mission INIR pour la phase 1, conduite cette année par l'Agence dans les 19 domaines clé, a produit des résultats très encourageants. Le rapport officiellement remis au Gouvernement, représente une étape importante de l'histoire de notre pays. Les recommandations et les suggestions qui y ont été formulées seront prises en charge à travers un plan mis en œuvre avec l'appui de l'Agence.

Les autorités sont pleinement conscientes de l'ampleur des défis à relever, et ce rapport leur permettra de décider en toute connaissance de cause, de la poursuite du programme électronucléaire.

Au niveau régional, mon pays a adhéré à plusieurs initiatives et politiques, dont l'objectif est de faciliter l'accès des populations

aux services énergétiques. L'avènement du marché régional de l'électricité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) lancé récemment, constitue une heureuse et bonne perspective pour le développement d'un Programme Electronucléaire sous régional.

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs

L'environnement sécuritaire préoccupant au Sahel en général et au Niger en particulier impose au gouvernement et à la communauté internationale, de renforcer la sécurité en général, et la sécurité nucléaire en particulier, à travers la mise en œuvre d'un régime national de sécurité nucléaire, efficace et durable, qui fera partie intégrante de la stratégie nationale de sécurité intérieure.

Des comités mis en place s'attellent à l'élaboration de nouvelles politiques et stratégies pour la lutte contre le trafic illicite des matières nucléaires et radioactives, l'évaluation de menace, la gestion des déchets, le système de protection physique, l'intervention d'urgence nucléaire et radiologique. Une architecture nationale de détection et un Plan de Développement des Capacités de réponse sont aussi en préparation, avec l'aide de l'Agence.

Pour assurer la durabilité de toutes ces actions, le Niger, envisage la création d'un Centre National de Formation et de Soutien à la Sécurité Nucléaire pour la prise en charge du développement des compétences, dans les domaines fonctionnels. Mon pays envisage aussi d'intégrer le Réseau international de formation théorique à la Sécurité Nucléaire (INSEN), de l'AIEA.

Au niveau régional, la Base de Données sur le Trafic Illicite des matières nucléaires et autres matières radioactives (ITDB), a contribué à la création du Forum des Autorités en charge de la Sûreté et la Sécurité Nucléaires des pays du G5 Sahel et du Sénégal (FASSN-G5 Sahel et Sénégal). La charte signée à Nouakchott en Mauritanie par les présidents des autorités et organismes nationaux en charge de la sécurité nucléaire des pays concernés, reste ouverte à tous les partenaires. Elle vise à mutualiser les efforts et les moyens, et à renforcer la collaboration, pour contrôler les mouvements des sources et d'autres matières nucléaires et radioactives, prévenir et faire face à tout trafic et autre usage illégal notamment.

Madame la Présidente, honorables délégués

[i1]Mon Pays apprécie hautement les programmes, les services d'examen par des pairs, ainsi que les services consultatifs de

l'Agence pour aider les États Membres à renforcer leurs infrastructures nationales de sûreté et sécurité nucléaires.

Le Niger qui bénéficie de formations et d'autres appuis multiformes de l'AIEA, dans les domaines prioritaires, à travers les projets nationaux, régionaux et interrégionaux, entend consolider les acquis, et renforcer partenariat avec l'Agence conformément au programme cadre national 2016-2021, dont une révision à mi-parcours devrait bientôt intervenir.

Pour finir, je tiens à exprimer la profonde gratitude du gouvernement, aux départements en charge de la coopération technique, de l'Energie Nucléaire, de la Sûreté et Sécurité Nucléaires, des Garanties, ainsi qu'à l'Accord Africain de Coopération Régionale, pour le Développement de la Recherche, et la Formation en Sciences et Techniques nucléaires (AFRA), pour leur disponibilité et leur assistance inestimables.

Je vous remercie de votre aimable attention.